



Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

Déclaration d'ouverture de chantier

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Vous devez utiliser ce formulaire pour :

(i) Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

	déclarer que vous avez commencé ou aménagements autorisés.	La présente déclaration a été reçue à la mairie Le Maire, Marc LENEVEU Le Maire,
		Cachet de la mairie et signature du receveur le 2/11/2025
1	Désignation du permis	
	Permis de construire	N° PC 050535 25 00005
	Permis d'aménager	N°
2	Identité du déclarant	
	i Le déclarant est le titulaire de l'aut	risation.
2.1	Vous êtes un particulier	
	Nom	Prénom
	PRUNIER	Sabrina
2.2	Vous êtes une personne mor	ıle
	Dénomination	
	Raison sociale	
	N° SIRET	Type de société (SA, SCI)
	Représentant de la personne morale	
	Nom	Prénom

=		
-		
-		
stration et notamment documents habituelleme		
ure de chantier		
avaux		
t les aménagements		
és:		
ourface créée (en m²) : lombre de logements commencés : 1 dont individuels : 1 dont collectifs : 0		
Répartition du nombre de logements commencés par type de financement		
ux zéro) :		
eclarant(s)		

① Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommageouvrages : à défaut, il encours des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du code général des impôts).